

Cette étude porte sur l'observation de 500 affaires jugées en Comparutions Immédiates à Lyon, au cours de l'année 2007.

Elle a été réalisée grâce à la participation active des membres du « Réseau des Observateurs », créé par le Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits en partenariat avec la « Commission des Droits de l'Homme » et la « Commission Droit Pénal » du Barreau de Lyon.

Coordination :

André Gachet
Mireille Debard
Chantal Pidoux
David Bernardot.

Nous remercions chaleureusement tous ceux qui ont participé à la réalisation de cette étude.

L'équipe du CLRD

SOMMAIRE

I.- PRESENTATION	p. 4
II.- INTRODUCTION	p. 5
III.- PETIT GUIDE POUR SUIVRE UNE AUDIENCE	p. 8
IV.- RESULTAT DES OBSERVATIONS	p. 10
A – Les prévenus	p. 11
B – Les délits reprochés	p. 13
- les atteintes aux personnes	p. 13
- les atteintes aux biens	p. 14
- la délinquance routière	p. 15
- les séjours irréguliers	p. 16
- les stupéfiants	p. 17
C – La place des victimes	p. 18
D – Le procès	p. 19
E – La sanction	p. 22
- les mesures alternatives	p. 23
- les peines complémentaires	p. 24
- les relaxes	p. 26
V.- LES PROPOSITIONS	p. 27
Lexique	p. 29
Modèle Fiche « jugement immédiat »	p. 30

I - Présentation

Le Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits a été créé en 1989 sous la forme d'une commission extra-municipale. Il a été officialisé le 15 octobre 2001 par une délibération du Conseil Municipal de Lyon.

Il est présidé par le Sénateur Maire de Lyon, Monsieur Gérard Collomb, et animé par un président délégué, Maître Alain Jakubowicz.

Composé d'élus et d'une quarantaine d'associations, il a pour objectif de veiller au respect de la dignité de la personne humaine dans, et pour, la Cité. Sa raison d'être n'est pas seulement d'analyser mais également de proposer.

Ses travaux¹ (exclusions sociales, place des personnes handicapées dans la ville, droit d'asile, phénomène sectaire, suicide des jeunes, etc.) sont conduits par des citoyens issus du monde associatif. Ils portent sur l'ensemble des questions où la relation des citoyens à la ville est en cause. L'approche des problématiques est transversale grâce à la diversité des membres du CLRD.

Cette institution unique en France est le résultat d'une volonté collective de dépasser les différences d'opinions, de sensibilités et d'origines autour des valeurs communes de la République. Elle trouve son sens dans l'aspiration à construire une Cité pour tous à partir de la Maison Commune.

Une observation des audiences de Comparutions Immédiates s'est imposée comme une suite logique de l'étude² sur les Prisons de Lyon réalisée en janvier 2006 par le Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits.

Dans cette perspective, en partenariat avec la Commission des Droits de l'Homme et la Commission Droit Pénal du Barreau de Lyon, le Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits a mis en place un « réseau d'observateurs citoyens » afin de permettre à chacun de découvrir ou d'étudier cette justice " rapide " dans nos tribunaux.

¹ Parmi les rapports du CLRD (consultables sur le site www.clrd.org - rubrique publication) : Rapport sur les prisons lyonnaises (juin 2000), Rapport sur le négationnisme et le racisme à l'Université Lyon 3 (juin 2002), Analyse du projet de loi de réforme du droit d'asile (juin 2003), Analyse du projet de loi sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (mars 2004), Rapport sur le logement et l'hébergement des personnes en situation de handicap (juillet 2004).

Le CLRD édite également trimestriellement la revue " Droits Dessus Droits Dessous " dont chaque numéro est consacré à un thème particulier.

Il a également publié, en collaboration avec les Editions du Moutard : en mars 2004 : " Le petit livre vert du handicap " (pour les jeunes de 8 à 13 ans) et en janvier 2006 : " Bons plans contre les idées noires " (dans le cadre de la lutte contre le suicide des jeunes).

² « A la rencontre des prisons de Lyon, pour un avis citoyen sur les peines alternatives et la réalisation de la future prison de Corbas »

II - Introduction

Au fil du temps, la juridiction emblématique avec son histoire, son évolution, est devenue un axe important du système pénal, parce que le recours à cette forme de jugement rapide s'est étendu à un grand nombre d'infractions correctionnelles. C'est peut-être aussi l'axe le plus sensible de l'appareil, parce que les condamnations prononcées sont en majorité des peines de prison ferme assorties d'un mandat de dépôt. Et parce que l'équilibre est difficile, souvent menacé, entre la rapidité de la réponse judiciaire et le respect des droits.

C'est pourquoi un réseau de citoyens organisé par le Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits a suivi pendant l'année 2007, les audiences de la 14^{ème} chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Lyon réservée aux Comparutions Immédiates.

Ce rapport témoigne de l'engagement de ces Lyonnais, étudiants, actifs, retraités, militants associatifs ou non, qui pour la plupart ne sont pas des juristes, et qui ont accepté d'aller passer quelques après-midi dans une salle d'audience, non pas en curieux comme cela se voit parfois, mais pour écouter, noter, s'informer, comprendre le fonctionnement le plus quotidien, le plus ordinaire de l'institution. Les uns sont partie prenante dans l'action du CLRD, d'autres sont des citoyens engagés amenés par un ami ou alertés lors d'un débat. Ils sont près de 90 inscrits.

Installés sur les bancs réservés au public, seuls ou à deux, ils ont passé au peigne fin quelque 500 procès parmi ceux qui se sont tenus au cours de l'année 2007 devant la 14^{ème} Chambre correctionnelle.

Comme instrument de travail, une fiche d'observation³ répertoriant environ une vingtaine de critères. La saisie informatique des fiches, le croisement et l'analyse des données sont à la base de cette publication.

Cette étude n'a pas de prétention scientifique, d'autres sont mieux armés pour le faire. Simplement, elle tend à rendre compte le plus exactement possible de ce qui a été constaté.

Dans un premier temps, les observateurs ont dû se familiariser « sur le tas » avec un minimum de termes juridiques (qu'est-ce qu'une récidive légale ? Qu'est-ce qu'un sursis avec mise à l'épreuve ?) Et persister en dépit de quelques difficultés : écoute souvent difficile pour cause de micros restés fermés ou salle d'audience inaccessible pendant le week-end.

Leur présence a parfois déconcerté : émoi de l'huissier lorsqu'une observatrice demande le nom du président, agacement d'un policier lorsqu'une autre, malgré l'heure tardive attend obstinément le délibéré dans une salle déserte. Au fur et à mesure, ils ont acquis de l'assurance et une manière de présenter clairement à leur interlocuteur inquiet, le travail entrepris.

³ Document joint en Annexe.

Les observateurs ont découvert ce qu'on appelle une chambre « généraliste » fonctionnant à côté d'autres chambres correctionnelles spécialisées (dans les infractions financières par exemple). A la 14^{ème} chambre, le tribunal examinera dans la même audience des dossiers aussi divers et parfois complexes que des violences conjugales, des conduites en état alcoolique, des « caillassages » de voitures de police, de la vente d'héroïne, etc.

Elle s'est présentée un après-midi au Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits pour offrir du temps. Elle en est repartie avec une liasse d'imprimés, volontaire pour suivre les audiences de comparutions immédiates. « *Le droit m'a toujours intéressée* ». Elle a 56 ans et l'expérience de 34 ans de métier d'assistante maternelle. Des années passées à accueillir dans sa maison des bébés qui grandissaient, s'en allaient, remplacés par d'autres. Puis la maladie l'a forcée à tout abandonner. Le silence s'est installé chez elle, avec la solitude et la précarité. Il lui restait de l'énergie pour ne pas se laisser enliser dans la dépression : « *j'avais envie d'être utile, de faire quelque chose pour les autres* ». C'est ainsi qu'elle est devenue une observatrice assidue.

La première fois, elle a rencontré dans la salle d'audience un observateur expérimenté qui va l'aider à remplir les fiches. Puis elle va se risquer toute seule. Un jour, dans l'assistance, un homme semble intrigué par ses travaux d'écriture. Elle suppose qu'il est de la famille d'un prévenu. Il veut lire, menaçant. Elle refuse mais elle lui explique la démarche du réseau d'observateurs.

Elle raconte aussi sa mésaventure d'un samedi après-midi. Pourquoi pas, puisqu'il y a des audiences chaque jour ? Mais le Palais de Justice est fermé, placé, comme chaque week-end, sous la garde d'une société de surveillance. Elle sonne à la porte de service et demande à entrer. Il n'y a rien à voir répondent les vigiles qui l'invitent à rentrer chez elle. Elle insiste jusqu'à ce qu'ils aillent se renseigner à l'intérieur auprès de deux policiers qui affirment que « l'audience est à huis clos ». Elle ne lâche pas, refuse de présenter sa carte d'identité. Ils vont se fâcher. Elle n'est pas rassurée : « *J'ai cru qu'ils allaient me menotter !...* » Elle est tirée d'affaire par une avocate de passage qui confirme que l'audience est publique et la fait entrer dans son sillage. Quelques semaines après cet épisode, elle s'interroge encore : « *Je n'ai pas eu tort d'insister ?...* ».

Premier constat : le rituel qui a fait la réputation des Comparutions Immédiates depuis les « flagrants délits » des années 70 a disparu de la juridiction lyonnaise. Terminés les audiences nocturnes, les prévenus privés de lacets, amenés enchaînés les uns aux autres devant un président coléreux ou fatigué. Le fonctionnement des Comparutions Immédiates ressemble à celui des autres juridictions. Ici, comme dans les autres chambres, des lycéens viennent écouter les débats. La durée moyenne relevée pour l'examen d'un dossier est de 29 minutes et les observateurs ont, dans 84,5 % des cas, estimé que les magistrats avaient une « attitude attentive ». A peine notent-ils, dans une dizaine de cas, une attitude jugée « expéditive » ou « agressive ».

Mais les questions essentielles demeurent : Comment concilier la rapidité d'une réponse judiciaire et le respect des droits de la personne prévenue, de sa défense et aussi des intérêts de la victime ? Chaque jour, avant l'audience, les services du Parquet se trouvent pris dans une course contre la montre pour vérifier une situation professionnelle ou familiale, recueillir des renseignements d'identité pas toujours faciles à obtenir (à titre d'exemple, l'une des fiches fait état d'une mineure de 16 ans, aiguillée par erreur en Comparution Immédiate après une garde à vue).

L'audience qui a lieu 24 ou 48 heures après le délit ne laisse pas toujours le temps à la victime de venir au procès : 27 % des victimes recensées sont présentes et sont rarement entendues par les juges. Les prévenus s'expriment peu, le plus souvent par monosyllabes, fatigués par une nuit de garde à vue sans sommeil, sans hygiène. Dans ces conditions, le temps du procès ne semble pas favoriser sa réflexion et sa prise de responsabilité.

Comparution immédiate et prison immédiate pour la plupart : sur les 500 affaires suivies, 331 prévenus (66%) jugés par la 14ème chambre ont été condamnés à une peine de prison ferme dont 209 avec mandat de dépôt ou maintien en détention. Cette exécution rapide de la sanction est d'autant plus impressionnante que dans les autres juridictions correctionnelles, les peines de prison ne sont pas toujours exécutées faute de moyens⁴.

N'est-il pas plus difficile pour une personne emprisonnée le soir-même de faire appel ou de demander un aménagement de peine prévu par les textes, notamment pour les 295 condamnations (sur les 500 affaires suivies par des observateurs du réseau) d'une durée comprise entre 1 et 12 mois ? Une semi-liberté permettrait de garder un emploi ou un contrat d'apprentissage.

Quant aux mesures alternatives mises en place depuis plus de vingt ans pour favoriser l'insertion et éviter la récidive, elles sont exceptionnellement prononcées : 17 TIG, 9 condamnations à des jours-amende et aucune proposition de bracelet électronique.

Le rapport qui suit est à lire comme le résultat de la rencontre d'un groupe de citoyens, et de la Justice rendue en leur nom.

⁴ Par manque de moyens, 70 % des courtes peines ne sont toujours pas exécutées un an après avoir été prononcées et 20 % ne le sont pas du tout. Source : Libération du 26.09.07 - Estimation d'André Vallini, député et spécialiste des questions de justice au Parti Socialiste.

III - Petit guide pour suivre l'audience

Tout commence lorsque le Procureur a connaissance d'une infraction et de la garde à vue de la personne mise en cause. C'est lui qui choisit l'orientation donnée à l'affaire (il peut classer sans suite s'il estime qu'il n'y a pas de charges, ouvrir une information judiciaire confiée à un juge d'instruction lorsque les faits sont graves ou complexes, convoquer par procès verbal devant le tribunal, orienter en maison de justice ou en comparution immédiate...).

L'ensemble des infractions correctionnelles commises par des personnes majeures peut être jugé en comparution immédiate (à l'exception des délits de presse ou des délits politiques). Cependant trois critères sont exigés par les textes :

- il convient d'abord que les **charges réunies soient suffisantes** ;
- il faut ensuite **que l'affaire soit en état d'être jugée** ;
- le procureur doit enfin s'assurer que les **éléments permettant d'établir les faits** et de connaître la personnalité du prévenu pourront être **produits devant le tribunal**. Il doit également s'assurer que le choix de la procédure de comparution immédiate n'affectera pas **les droits des victimes**.

La course contre la montre débute lorsque le procureur choisit d'orienter un dossier en comparution immédiate : le prévenu, placé en garde à vue après son interpellation, doit **comparaître devant le tribunal dans un délai de trois jours ouvrables**. Le procureur doit avoir le temps nécessaire pour lire la procédure avant de prendre une décision définitive sur l'orientation. Ce contrôle de la procédure fait partie des garanties d'un procès équitable au sens de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. **Le procureur doit également apprécier si une répression immédiate est possible et nécessaire.**

Le procureur reçoit ensuite la personne poursuivie. **Il doit vérifier son identité, lui faire connaître les actes concrets qui lui sont reprochés et en donner la qualification juridique**. Il doit recueillir ses déclarations si elle en fait la demande.

Il lui notifie qu'elle a **droit à un avocat** (choisi ou commis d'office). L'avocat peut alors consulter le dossier et s'entretenir librement et confidentiellement avec la personne poursuivie.

Le procureur charge la permanence d'orientation pénale de faire **une enquête de personnalité obligatoire** (dite enquête rapide). Il s'agit, en un temps limité, de vérifier et de compléter les renseignements concernant la situation personnelle du prévenu, sa situation matérielle, familiale, sociale et professionnelle.

L'audience de comparution doit se tenir dans la journée. Le prévenu est retenu jusqu'à sa comparution dans les locaux de justice. Il est déféré sous escorte et ne comparaît donc pas librement.

Lorsque le tribunal ne peut pas se réunir le même jour, le prévenu est présenté devant **le juge des libertés et de la détention**, qui autorise une détention provisoire limitée à quatre jours, jusqu'à l'audience. Lorsque le juge des libertés et de la détention estime que la détention n'est pas nécessaire, il peut remettre le prévenu en liberté avec contrôle judiciaire jusqu'à la date de l'audience.

Le tribunal siège en formation collégiale (trois juges).

Lorsque le prévenu et son avocat estiment que l'affaire n'est pas en état d'être jugée ou qu'ils ont besoin de temps pour produire des pièces nécessaires à la défense, ils demandent au tribunal de **renvoyer l'affaire à une autre audience** qui doit avoir lieu entre le 5^{ème} et le 30^{ème} jour suivant.

Les textes prévoient que la personne condamnée en comparution immédiate peut faire appel du jugement et demander un aménagement de peine.

Lorsque le prévenu est étranger et non (ou insuffisamment) francophone, un interprète assermenté doit être requis devant le tribunal.

La procédure de comparution immédiate répond à **la volonté d'une répression effective, visible et rapide pour des affaires simples mais déjà graves.**

Ses règles visant à combiner la célérité et les droits de la défense ont été souvent modifiées tant est difficile à établir le dosage entre ces deux concepts⁵.

⁵ *Guide rédigé à partir du Jurisclasseur Procédure pénale art 393 à 397-6 cote 09.2006 Vincent Lesclous.*

IV - Résultats des observations

Les résultats de l'observation des 500 affaires suivies apportent des éléments d'information sur différents champs.

- Tout d'abord, ils nous renseignent sur le public concerné,
- ils nous permettent ensuite de voir les motifs qui conduisent devant la juridiction,
- et nous donnent enfin à lire les résultats des audiences.

Une fiche d'observation a été remplie pour chaque prévenu, selon une vingtaine de critères (modèle joint) par l'un des observateurs dans la plupart des cas identifié. Une fiche peut contenir plusieurs infractions mais les renseignements demandés ne sont pas toujours fournis. Il arrive par exemple que l'âge ou les ressources ou la situation familiale ne soient pas mentionnés. Ceci explique que le nombre de données enregistrées soit parfois différent du nombre de fiches traitées.

Le nom du substitut du procureur est mentionné sur 135 fiches (27 %) et celui du Président sur 259 fiches (52 %). Selon les éléments dont nous disposons, 20 substituts se sont relayés au ministère public et 9 Présidents à la tête de la juridiction. La majorité des audiences a été assurée par 6 substituts et 4 présidents. Ces éléments sont donnés à titre indicatif, il n'est pas question de comparer ou d'évaluer les uns et les autres à titre personnel. Ces mouvements indiquent qu'un nombre important de magistrats est impliqué dans le fonctionnement des comparutions immédiates. Les fiches ne donnent pas les moyens d'en déduire autre chose.

A - Les prévenus

Une population masculine, française, jeune, ayant un lien avec l'emploi, et déjà condamnée.

Ce sont en majorité des hommes : 483 (97 %) et seulement 17 femmes (3 %). De ce fait, il n'est pas possible, ni utile, de rechercher une comparaison par genre, ni dans l'analyse du public ni dans celle des résultats. Nous aurons donc une approche générale.

L'âge :

Plus de la moitié des prévenus (259 personnes) a moins de 30 ans. Les moins de 25 ans (qui ne bénéficient pas des minima sociaux) représentent à eux seuls 38 %. Les personnes proches ou en âge de la retraite (+ de 60 ans) sont largement minoritaires (0,7 %).

Il y a par conséquent un véritable enjeu autour de la jeunesse des « comparants ». Tant en matière de prévention (première et récidive) que de prise en charge éducative.

Les ressources :

Nous avons examiné la situation des personnes au regard des ressources à partir de trois catégories générales :

- les ressources stables (salaires, travail indépendant,...) représentent 38,4 %,
- les ressources précaires ou faibles, 35,8 %.

Ces deux catégories totalisent 74,2 %, des personnes concernées.

- Il en reste 25,8 % sans aucune ressource. Ils sont soit étudiants ou en formation, soit étrangers sans droit au travail.

Parmi les moins de 30 ans, la répartition des ressources est la suivante :

Catégories de ressources	Stables	Faibles ou précaires	Sans ressources	Total
Nombre	84	86	78	248
%	33,9 %	34,7 %	31,4 %	100 %

La population des moins de 30 ans est globalement plus fragile sur le plan économique au regard de la moyenne générale. Elle rassemble en particulier un nombre important de personnes ayant peu ou pas de revenus.

Les moins de vingt ans sont en situation précaire dans 89 % des dossiers. 53,9 % pour les 21-25 ans. Il s'agit de la tranche d'âge la plus importante (106 prévenus). Elle compte aux extrémités le plus grand nombre de salariés, mais aussi un nombre important de personnes sans ressources.

La situation familiale :

Les célibataires représentent 49,5 % du total. Ils sont plus nombreux parmi les moins de 30 ans (78 %).

Les personnes mariées ou vivant en couple représentent plus du tiers de la population concernée (37,5 %). Elles sont cependant davantage représentées parmi les plus de 30 ans (61 % sont en couple).

Les personnes séparées ou divorcées représentent les 13 % restant.

Notre enquête ne permet pas de préciser la présence d'enfants parmi les ménages mariés ou séparés. Cette donnée, qui revêt une importance certaine, ne figure que pour 2/3 des comptes-rendus. On notera cependant que les femmes sont majoritairement mères de famille (12 sur 17).

La nationalité :

Les personnes de nationalité française représentent 66,5 % des prévenus pour lesquels cette donnée est renseignée (90 % du total).

9,5 % des étrangers sont européens et 24 % d'origines non européennes.

25 % des délits reprochés aux étrangers sont relatifs au droit au séjour.

Le domicile :

L'absence de logement est une des manifestations de précarité : 10 à 13 % des personnes concernées sont sans domicile fixe.

Le casier judiciaire :

34 % des prévenus se présentent devant la juridiction avec un casier vierge et comparaissent donc devant un tribunal pour la première fois, après au minimum une nuit de garde à vue.

66 % ont déjà été condamnés et 27 % sont en situation de récidive légale.

Parmi les personnes ayant déjà un casier, la majorité (61 %) a été condamnée précédemment de une à quatre fois. Le record en la matière mentionne 28 condamnations.

B - Les délits reprochés

L'audience de comparution immédiate se tient chaque jour au nouveau Palais de Justice, Salle 6, rez-de-chaussée, au fond du couloir. Architecture rigoureuse, lambris de bois clair, des micros pour le président, le procureur, les avocats. Installé à une petite table près du tribunal, l'huissier en robe noire est toujours là avant l'heure, derrière une pile de dossiers. Les bancs réservés au public sont peu à peu occupés par des lycéens venus en groupe pour s'informer. Côte à côte, des élèves-avocats, quelques travailleurs sociaux, les victimes ou les familles des prévenus. Le premier rang reste vide pour des raisons de sécurité ou pour permettre à la victime de s'approcher si elle le souhaite lorsque viendra son tour. Deux policiers veillent près de l'entrée.

La moitié des prévenus comparait pour un seul délit, un tiers pour deux, et les autres pour trois délits et plus.

Nous avons recensé 50 chefs d'inculpation. Pour simplifier, nous les avons classés en cinq groupes (étant précisé qu'une même affaire peut concerner plusieurs délits) :

a - Les atteintes aux personnes : 50 %

Les violences contre les personnes constituent le premier motif de poursuites, quel que soit l'âge du prévenu.

Une interprète est venue près de « N ». Elle va traduire les questions du Président puis les réponses du prévenu : « N » est Roumain, il a 34 ans, 4 enfants. Il vit de mendicité et veut retourner en Roumanie. Au cours d'une bagarre, il a planté un couteau dans la cuisse d'un voisin de bidonville. Un coup de couteau qui, à quelques millimètres près, aurait pu conduire l'un aux Assises et l'autre au cimetière. Mais le blessé s'en tirera avec une Incapacité Temporaire de 10 jours et l'agresseur avec un passage en comparution immédiate pour « violences avec un couteau ». Le tribunal pose peu de questions sur les raisons de cette bagarre nocturne entre quatre roumains ivres-morts. Après trente minutes de débats, « N », lui-même blessé à la tête par un coup de bouteille, est condamné à un an de prison ferme avec mandat de dépôt. L'interprète reste silencieuse pendant le réquisitoire et la plaidoirie et ne revient près de lui que pour traduire la condamnation.

Ce sont des dossiers souvent complexes, mais aussi disparates, qui sont rangés sous cette appellation : des menaces graves avec ou sans armes jusqu'au coup de couteau, en passant par les rébellions contre les forces de l'ordre, les violences conjugales et quelques abus sexuels sur mineurs.

D'une manière générale, on peut craindre qu'une condamnation rapide ne puisse régler que partiellement et momentanément le problème dont ces infractions sont souvent le symptôme. Dans les affaires de violences conjugales, on note parfois qu'une médiation familiale a échoué précédemment ou qu'un juge aux affaires familiales est par ailleurs saisi du dossier.

Les violences conjugales sont plus fréquemment exercées par des hommes de plus de 30 ans ; les rébellions contre les forces de l'ordre sont l'apanage des plus jeunes. À partir de 36 ans, les violences conjugales arrivent en tête, suivies des conduites en état d'ivresse. Elles représentent ensemble près de la moitié des délits commis.

Chez les moins de 25 ans, les rébellions contre les forces de l'ordre et outrages contre l'autorité sont au même niveau que les violences.

Les manifestations qui ont suivi les élections présidentielles en mai 2007 ont fait grimper le nombre de condamnations pour rébellion contre les forces de l'ordre : 20 % des affaires de l'année ont été jugées en mai, dans les jours qui ont suivi le scrutin.

C'est au tour de « A » 19 ans, apprenti peintre en bâtiment, jamais condamné. Il habite chez sa mère et voudrait plus tard entrer dans la Légion. Il comparaît pour outrages à agents, rébellion, destruction d'un véhicule de police. L'avant-veille, au retour de son entraînement de foot, il tombe sur un attroupement, des gens du quartier. Au milieu, une voiture de police et quatre policiers en train d'arrêter un garçon. Il s'approche, cagoule sur la tête et jette une pierre sur la voiture. Cette pierre serait selon le rapport de police à l'origine d'une « pluie de jets de pierres ». Il est plaqué au sol, il se débat. L'avocat de la partie civile réclame 480 euros de dommages et intérêts pour chacun des quatre policiers. Le procureur réclame un an de prison dont 6 mois avec sursis et mise à l'épreuve pendant deux ans et obligation de travailler. Dans la salle le père et la jeune sœur de A écoutent. Le père chuchote : « *S'il sort ce soir, tu lui diras de venir me voir. Il va prendre !* ». La jeune sœur : « *Tu vas pas le frapper ! ...* ». « A » est condamné à 8 mois de prison dont 5 avec sursis et mise à l'épreuve. Mandat de dépôt pour les trois mois ferme. Il devra verser 100 euros de dommages et intérêts à chacun des policiers. La jeune sœur comprend que son frère part en prison. Elle quitte précipitamment la salle.

b - Les atteintes aux biens : 37 %

Dossier suivant. Deux jeunes mères, 25 et 34 ans, jamais condamnées. La première est Rmiste et célibataire, la seconde vendeuse et divorcée. L'une se cache derrière sa longue chevelure, l'autre, en larmes, fouille dans ses poches vides. A ses côtés, le policier comprend, lui tend un paquet de kleenex. Elles ont « fait les boutiques », choisi des jeans de marque, des parfums et filé sans payer. Tout a été restitué. Le procureur n'est pas opposé à un TIG. L'avocat est surpris par « l'usage de la force un peu démesuré » à l'encontre des deux jeunes femmes et interroge : « *Cette affaire relève-t-elle bien d'un passage en comparution immédiate ?* » Elles sont condamnées à 2000 euros d'amende chacune avec sursis. Le lendemain, le Parquet a fait appel.

Les atteintes aux biens sont dans une large majorité des vols, vols aggravés ou en réunion et des tentatives de vol. Moins de 7% de vols avec violence, mais également des dégradations ou des destructions, sont commis sous l'emprise de l'alcool.

Ces délits donnent l'image d'une délinquance sans préparation particulière, spontanée et irréfléchie à côté de quelques infractions plus élaborées : extorsions ou escroqueries.

L'orientation en comparution immédiate est parfois contestée par les avocats dans les affaires de vol ou tentative de vol lorsque le prévenu a un domicile et que les objets ont été restitués. Ces affaires auraient pu bénéficier d'un supplément de sérénité dans un traitement en dehors de l'urgence. Il est fort possible aussi que les condamnations en seraient différentes. C'est le cas de nombreux délits « spontanés » commis dans un état marqué par l'alcool, la drogue ou un trouble psychique.

c - La délinquance routière : 21 %

Chaque jour à 14 heures, une sonnerie annonce l'arrivée du tribunal et impose le silence. Premier dossier. Un nom est lancé à haute voix par l'huissier : « S ». L'homme est extrait de la partie sécurisée du bâtiment et amené dans le box par deux policiers. Son procès commence. Le Président lit le procès verbal « *Vous avez vingt-sept ans, vous êtes célibataire, sans enfant. Vous n'avez jamais été condamné... Vous travaillez ?* » « S » semble avoir du mal à reprendre ses esprits après une nuit de garde à vue, sans sommeil. Il répond qu'il est ouvrier, qu'il gagne 1200 euros par mois. Il est là parce que depuis quelque temps, il a des problèmes avec l'alcool. La veille, il a été arrêté en état d'ivresse au volant de sa voiture. « *Vous avez été arrêté une première fois il y a trois semaines ! Votre permis a été confisqué. Et vous continuez à conduire ?* ». « S » hésite : « *Je travaille loin. Il n'y a pas de transport en commun... J'attends la paie pour m'acheter un vélo* ». « *Il n'avait jamais fait parler de lui* » admet le Procureur, tout en insistant sur la « mise en danger de la vie d'autrui... ». « *Ce passage en correctionnel devrait lui permettre de prendre conscience* » plaide l'avocat. « S » repartira avec une condamnation de 6 mois avec sursis mise à l'épreuve et obligation de soins pendant 18 mois. Son permis est annulé. Si tout va bien il pourra le repasser dans six mois.

Alcool, blessure involontaire, délit de fuite, dégradations sont parmi les caractéristiques des délits routiers qui entraînent la comparution. Mais également les conduites sans permis, sans assurance et toutes formes de mise en danger d'autrui.

Très peu de primo-délinquants routiers en comparution immédiate : seuls 6% des prévenus ont un casier vierge (49% sont en récidive légale). On peut en déduire que la première infraction routière est examinée avec un peu d'indulgence et fait l'objet d'un simple rendez-vous judiciaire. Le passage en comparution immédiate sanctionne davantage un comportement : refus de l'éthylotest, état d'ivresse évident, délit de fuite, condamnations répétées.

Sur les 59 cas de conduite en état d'ivresse recensés, nous constatons que ce délit est plus fréquent chez les plus jeunes :

Tranche d'âge	Nombre	Pourcentage
moins de 25 ans	17	28,8 %
26 - 30 ans	11	18,6 %
31 - 35 ans	7	11,9 %
36 - 40 ans	6	10,2 %
41 - 50 ans	14	23,7 %
plus de 50 ans	4	6,8 %

d - Les séjours irréguliers : 9 %

C'est par hasard que B., né au Maroc en 1967, a été arrêté à la gare il y a quelques semaines, lors d'un contrôle d'identité. Il n'a pu présenter qu'une carte de résident falsifiée. Il allait, dit-il, rejoindre sa compagne qui depuis trois ans partage sa vie et qu'il doit épouser dans quelques semaines, avant la naissance de leur premier enfant. Il n'a jamais été condamné. Il affirme qu'il est en France depuis 1990. Mais pour les policiers qui l'interpellent, la fausse carte justifie son placement en Centre de Rétention avant une reconduite à la frontière. Un avocat est appelé pour faire un recours devant le Tribunal Administratif où il obtient l'annulation de l'arrêté du Préfet, en application de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme garantissant le respect de la vie familiale. B. se croit libre, mais à la sortie du Centre de rétention, les policiers sont là pour le cueillir de nouveau, le fouiller et trouver dans ses poches deux fausses cartes de résidents falsifiées. Tout recommence, mais cette fois, côté judiciaire avec une garde à vue et un passage en Comparution immédiate pour séjour irrégulier et détention de faux documents administratifs. Le Procureur soutient qu'il n'y a aucune certitude sur son identité et réclame 3 ans de prison avec mandat de dépôt et 3 ans d'interdiction du territoire. L'avocat plaide une nouvelle fois l'article 8 de la Convention Européenne : le père de B. est en France depuis 1969, en situation régulière. Sa compagne est française, il est lui-même en France depuis plus de dix ans et remplit les conditions pour avoir un titre de séjour. Les faux documents ? Une nécessité pour trouver les emplois temporaires qui lui permettent de vivre. Le tribunal ne retiendra que la charge des deux pièces falsifiées pour le condamner à un mois de prison avec sursis.

Le séjour irrégulier peut avoir des conséquences pénales. Il représente ici 9 % des affaires observées.

D'autres infractions sont la conséquence directe du séjour irrégulier : 9 faux papiers, 2 refus d'embarquer, une fraude pour l'obtention de document administratif, une soustraction à la reconduite à la frontière.

Les observateurs ont ajouté quelques notes : « *Le prévenu sort tout juste de rétention* ». Ou à propos d'un autre dossier : « *La Tunisie ne veut plus de lui. Pas de papiers tunisiens, pas de papiers français. Que faire ?* »

Sur les 109 étrangers hors union européenne qui ont comparu, le seul reproche que l'on pourrait faire à une cinquantaine d'entre eux est de rester sur le territoire sans autorisation.

On peut s'interroger sur l'opportunité de saisie d'une juridiction pénale alors que les affaires concernées revêtent un caractère administratif.

e - Les stupéfiants : 12,4 %

Ils n'ont jamais été condamnés. Le premier a 26 ans et le second, 29 ans. Ils ont chacun une compagne, deux enfants et pas de travail. Ils comparaissent pour acquisition, transport et détention d'héroïne. Pris sur le fait, il y a un mois. Ils ont demandé le renvoi du procès pour préparer leur défense. Ils venaient de récupérer dans un parc, au pied d'un arbre des « bonbonnes » de 25 grammes d'héroïne qu'une voiture déposait là. On ne dit pas depuis quand durait ce petit commerce, ni ce que sont devenus les occupants de la voiture interpellés une autre fois. Le Procureur estime que ces deux là ont dû avoir entre les mains trois ou quatre kilos d'héroïne... Ils ont reconnu les faits. Leurs motos qui servaient aux trajets ont été confisquées. L'un des avocats explique que son client n'avait pas dit à sa femme qu'il avait perdu son travail et que tous les matins il continuait à quitter la maison à l'heure habituelle de l'usine... Ils ont été condamnés à trois ans de prison avec mandat de dépôt.

Pour ces 62 dossiers, le Parquet semble avoir renoncé à transmettre l'affaire à un juge d'instruction pour tenter de remonter une filière au prix de longues investigations. Il a fait le choix de juger rapidement les revendeurs de base pris sur le fait.

Faut-il y voir un moyen de pression sur les petits vendeurs pour limiter la pratique ?

Plus de 30 % des prévenus qui comparaissent pour ventes de stupéfiants n'ont jamais été condamnés. Moyen facile et accessible, pour quelqu'un qui ne fréquente pas forcément le milieu, de se procurer des ressources ? Pauvre délinquance et délinquance de pauvres.

C – La place des victimes

Le cadre de l'enquête ne permettait pas d'obtenir des informations suffisantes sur les victimes.

Nous avons cependant relevé que les infractions jugées ont causé un préjudice à 335 personnes. Elles se répartissent de la manière suivante :

Catégories ⁶	Atteinte aux personnes	Atteinte aux biens	Délits routiers
Proportion des affaires dans la catégorie impliquant une victime	70 %	49 %	11 %
Proportion des victimes par rapport à l'ensemble	54 %	37 %	9 %

181 victimes s'étaient portées partie civile. 121 étaient représentées par un avocat au procès.

Seules 27% des victimes ont assisté à l'audience qui statuait sur leur dossier. Elles ont rarement été entendues par les juges (une dizaine de cas).

⁶ Rappel : somme des pourcentages différente de 100 du fait des réponses multiples : → une victime peut être concernée par plusieurs catégories de délits.

D - Le procès

86 % des prévenus comparaissent alors qu'ils sont détenus dans les locaux du Palais de Justice à l'issue de la garde à vue, dans un état de fatigue, de manque de sommeil et d'hygiène. 16 femmes sur 17 sont dans cette situation. Pour elles comme pour l'ensemble des prévenus concernés, le Parquet a estimé qu'il n'y avait pas assez de garanties de représentation et que l'affaire paraissait d'une gravité suffisante pour être jugée immédiatement.

59 prévenus libérés à l'issue de leur garde à vue se sont présentés librement devant le tribunal. Un autre en semi-liberté s'est également présenté librement. 3 prévenus ont été portés absents.

En 29 minutes⁷

En Comparution immédiate comme dans les autres juridictions, le procès est un moment de débat public, contradictoire, dans un espace ritualisé. Chaque « Partie » doit avoir le temps et les moyens de faire entendre son point de vue et de faire valoir son droit. Le Tribunal va écouter ces éléments multiples et contraires avant de prononcer le jugement.

- **L'interrogatoire** mené par le Président. Il vérifie l'identité du prévenu, sa situation sociale, son casier judiciaire et relate les faits. Cet interrogatoire est d'une durée moyenne de 10 minutes. C'est au cours de l'interrogatoire qu'on entend la voix du prévenu qui confirme son nom, son âge, et donne un peu de précisions sur ce qui l'amène devant le tribunal.

- **L'avocat de la partie civile**, s'il y en a une, plaide en moyenne moins de 5 minutes. Deux minutes pour les 15 plaidoiries les plus courtes. Et 15 minutes pour les deux plaidoiries les plus longues.

- **Le réquisitoire** affiche la même durée moyenne de moins de cinq minutes. Aux extrémités, une minute pour les 21 réquisitoires les plus courts et 15 minutes pour les 8 réquisitoires les plus longs.

- **L'avocat de la défense** plaide en moyenne un peu plus de 7 minutes. Aux extrêmes : une minute pour les dix plaidoiries les plus courtes et 42 minutes pour les cinq plaidoiries les plus longues.

La durée moyenne d'un procès observée en Comparution Immédiate est de 29 minutes. 5 dossiers ont été traités en 5 minutes, c'est le temps le plus court. 5 dossiers ont été examinés en 95 minutes. A noter un record de 106 minutes pour un dossier.

Les demandes de renvoi du procès

Pour que les conditions d'un procès équitable soient réunies, il est indispensable d'avoir au préalable rassemblé toutes les pièces et informations nécessaires.

⁷ Les temps mentionnés sont une moyenne sur les 500 affaires suivies

Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, le prévenu, mais également le tribunal, peut demander le renvoi à une date ultérieure – très proche (moins d'un mois) afin de compléter le dossier. En toute hypothèse, l'accord du prévenu est nécessaire pour un jugement en comparution immédiate.

58 affaires (environ 12 %) ont été jugées après avoir fait l'objet d'un renvoi demandé par le prévenu et son avocat pour préparer sa défense. 39 % des prévenus concernés comparaissaient libres à l'audience de jugement.

Des magistrats attentifs

L'observation du Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits n'a pas pour objectif d'évaluer le travail des magistrats. Il nous a semblé cependant intéressant d'enregistrer le regard que le public pouvait porter sur le déroulement d'une audience.

Les observateurs ont noté que le Tribunal avait une attitude attentive sur 372 fiches (85 %). L'attitude est estimée « *distante* » sur 38 fiches (9 %) et « *autre* » 30 fois. Cette « *attitude autre* » recouvre 25 appréciations qui vont de la mention « *très bonne tenue* » (4 fois) ou « *remarquable* » (2 fois) aux mentions : « *expéditive* » (2 fois), « *ironique* » (2 fois), « *méprisante* » (2 fois), « *blasée* » (1 fois), « *fatiguée* » (1 fois), « *n'écoute pas le prévenu* » ou encore « *un assesseur dort* ».

Des interprètes requis pour une traduction partielle

Quelques unes des observations faites sur la présence et l'activité de l'interprète posent la question du caractère équitable du procès au sens de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Un interprète a été appelé pour 44 prévenus étrangers. La traduction se fait parfois au minimum : questions du président, réponses du prévenu. Le réquisitoire et la plaidoirie ne sont pas traduits. Par gain de temps ?

Des débats limités au quantitatif

Les questions de procédure ou d'interprétation de la loi sont rarement invoquées (moins de dix fois). Faut-il considérer que les dossiers qui posaient problème ont été orientés ailleurs ? Qu'une procédure de comparution immédiate a pour objet de rendre la justice sur la base d'une appréciation du droit faite en amont ? Le procès en perdrait alors sa raison d'être⁸.

- La partie civile demande des dommages et intérêts qui ne sont pas toujours chiffrés, des expertises médicales, une obligation de soins, une interdiction de rencontrer la victime, le remboursement des frais résultant de la dégradation, la restitution des objets volés...

- Le procureur requiert sur un éventail de 20 possibilités : prison ferme, sursis simple ou avec mise à l'épreuve, obligations de soins, amendes, annulation du permis de conduire, confiscation des biens...

⁸ Il faut lire à ce sujet l'ouvrage récent d'Angèle Christin « *Comparutions immédiates : enquête sur une pratique judiciaire* » (Editions la découverte). L'auteure décrit et analyse la procédure qui précède les audiences et qui détermine largement le déroulement du procès.

Au terme des cinq minutes de réquisitoire⁹, 265 peines de prison ferme ont été requises dont la moyenne est de 9 mois. Aux extrêmes, 1 mois de prison ferme dans 7 dossiers et à l'autre bout, 3 ans fermes pour 8 dossiers et quatre ans pour deux dossiers.

L'emprisonnement avec sursis est requis sur une durée moyenne de 5 mois, le sursis avec mise à l'épreuve sur une durée moyenne de 9 mois et 4 semi-libertés.

Seulement 8 mesures de Travail d'Intérêt Général ont été proposées et 43 obligations de soins.

Les avocats de la défense ont plaidé 31 relaxes et 10 relaxes au bénéfice du doute. Fréquemment, l'avocat demande une obligation de soins et un suivi social (12 fois). Il plaide la « *clémence* » parce que souvent les faits sont reconnus et difficilement contestables : « *pas de mandat de dépôt, pas de peine de prison, peine adaptée, demande de TIG...* ».

Les observateurs n'ont pas été en mesure de soulever les moyens de droit invoqués par la défense (pour exemple : l'article 8 de la Convention Européenne sur le respect de la vie privée et familiale a été invoqué une fois, et une jurisprudence sur l'éthylotest).

Cette absence d'un usage intensif des éléments de droit est une des caractéristiques d'une procédure en urgence qui ne permet pas la préparation d'une défense complète.

Dans 51 % des dossiers, l'avocat est commis d'office. 7 % sont des avocats choisis par le prévenu. La situation n'est pas précisée dans 42 % des dossiers.

Note d'un observateur lors d'un procès : le prévenu « *a reçu un tir de flashball. Marque très visible* ».

⁹ Temps moyen des 500 affaires suivies

E - LA SANCTION

**Prison ferme : 331 condamnations dont 181 avec mandat de dépôt
17 TIG**

Récapitulatif des peines (par ordre décroissant)		
Somme des pourcentages différente de 100 du fait de la possibilité de réponses multiples pour une même affaire		
	Nombre	% Observ.
Prison ferme	331	66,2 %
Mandat de dépôt	181	36,2 %
SME (sursis avec mise à l'épreuve)	153	30,6 %
Dommages et intérêts	140	28,0 %
Sursis simple	114	22,8 %
Amende	77	15,4 %
Obligation de soins	72	14,4 %
Somme au titre de l'article 475-1	30	6,0 %
Interdiction de territoire	29	5,8 %
Maintien en détention	28	5,6 %
Obligation de travail ou de formation	28	5,6 %
TIG (Travail d'Intérêt Général)	17	3,4 %
Semi-liberté	14	2,8 %
Interdiction d'approcher la victime	13	2,6 %
Autres condamnations	13	2,6 %
Relaxe partielle	13	2,6 %
Confiscation des biens	11	2,2 %
Suspension du permis de conduire	11	2,2 %
Annulation du permis de conduire	11	2,2 %
Jours amende	9	1,8 %
Relaxe totale	8	1,6 %
Interdiction des droits civils, civiques ou politiques	2	0,4 %
Interdiction de repasser le permis de conduire	2	0,4 %
Interdiction de domicile	2	0,4 %
Révocation du SME	2	0,4 %
TOTAL	500	

Après les 29 minutes de procès, la prison : 331 peines de prison ferme ont été prononcées (66 %) d'une durée moyenne de 7 mois. Du plus petit au plus lourd : 17 condamnations à un mois ferme et une condamnation à 4 ans ferme.

Le nombre de mandat de dépôt (181) et de maintien en détention (28) a pour conséquence d'envoyer immédiatement en prison les personnes condamnées. C'est l'un des traits caractéristiques de la Comparution Immédiate que l'on retrouve plus généralement sur le plan national :

« ... le pourcentage d'inculpés que la comparution immédiate envoie en détention assortie d'un mandat de dépôt (entre 40 et 50 %) est presque deux fois plus élevé que le pourcentage de dossiers que l'ensemble de la justice correctionnelle française envoie en détention (entre 20 et 25 %) avec ou sans mandat de dépôt. Ces traits sont relativement stables entre 2000 et 2004... »¹⁰

¹⁰ Chiffres publiés par Angèle Christin dans Comparutions immédiates cité précédemment.

Les atteintes aux biens sont plus sévèrement sanctionnées que les atteintes aux personnes avec une moyenne de 8 mois d'emprisonnement ferme contre 7 mois pour les atteintes aux personnes.

Les délits automobiles conduisent dans 79 % des cas en prison pour une durée moyenne de 5 mois.

Les séjours irréguliers sont sanctionnés dans 86 % des cas par une peine de prison d'une durée moyenne de 4 mois.

Les ventes de stupéfiants sont les plus durement punies, avec une peine d'emprisonnement d'une durée moyenne de 14 mois.

La Loi Dati sur la récidive ne semble pas avoir eu de répercussion sur les jugements depuis le mois d'août 2007. Si ce n'est une légère augmentation du nombre de mandats de dépôt qui n'est pas forcément significative.

La situation sociale des prévenus ne semble pas avoir de véritable incidence sur le jugement prononcé. Ainsi, 112 condamnations à de la prison ferme ont été prononcées à l'encontre de personnes ayant d'éventuelles charges de famille (soit 68 % des prévenus mariés ou vivant en couple). Sur les 232 prévenus célibataires présentés, 146 d'entre eux ont été **condamnés à de la prison ferme**.

À l'inverse le poids du casier est lui bien présent et perceptible : 63 % des gens en récidive légale écopent d'une peine ferme, 59 % de ceux qui ont déjà été condamnés. Et tout de même, 40 % de ceux qui ont un casier vierge.

Le tribunal est plus clément que le parquet. Il s'est prononcé pour des peines de prison ferme en moyenne inférieures de deux mois à celles requises par le parquet et compense par un sursis avec mise à l'épreuve étendu à deux mois supplémentaires.

Le sursis simple prononcé par le tribunal est en moyenne à la même hauteur que les réquisitions : 5 mois.

Les mesures alternatives :

	<i>TIG</i>	<i>Jours amende</i>	<i>Sursis simple</i>	<i>SME</i>	<i>Peines en général</i>
<i>Atteintes aux personnes (AAP)</i>	9	4	60	94	251
<i>Atteintes aux biens (AAB)</i>	8	6	45	56	183
<i>Délits routiers</i>	3	1	17	32	104
<i>Stupéfiants</i>	1	0	13	13	62
<i>TOTAL¹¹</i>	17	9	114	153	

¹¹ Total différent de la somme des données → une condamnation à une mesure alternative peut concerner plusieurs délits commis (AAP et AAB, ou stupéfiants et AAB, ...).

Travail d'Intérêt Général : 17

Il s'agit d'heures de travail non rémunérées effectuées au profit d'une collectivité publique ou d'une association habilitée. La juridiction qui envisage de prononcer cette peine doit préalablement recueillir l'accord du prévenu.

Les mesures de Travail d'Intérêt Général concernent en majorité les moins de 25 ans (14 TIG sur les 17 prononcés concernent cette tranche d'âge). Une femme a bénéficié d'un TIG. 8 bénéficiaires d'un TIG ont un casier vierge, 9 ont déjà été condamnés dont 3 en état de récidive légale. On trouve 6 salariés, 4 chômeurs, 1 intérimaire, 1 en formation, 2 étudiants et 3 sans revenus. Les délits reprochés sont en majorité des dégradations et destructions ou des rébellions contre les forces de l'ordre.

Les jours amende : 9

Les 9 condamnations à des jours-amende vont de 400 € pour la plus faible (40 jours à 10 €) à 2000 € pour la plus forte (100 jours à 20 €). Elles concernent des personnes de 25 à 40 ans qui ont, à égalité, un casier vierge ou ont déjà été condamnées.

Les sursis avec mise à l'épreuve : 153

153 sursis avec mise à l'épreuve ont été prononcés. Leur durée moyenne est de 11 mois. Assorti parfois d'une obligation de soins, de formation ou de travail, le sursis avec mise à l'épreuve offre des garanties de contrôle et de suivi du condamné. La durée moyenne du sursis avec mise à l'épreuve prononcée par le tribunal est supérieure de deux mois à celle requise par le Procureur. En proportion inverse aux peines de prison ferme (condamnation d'une durée moyenne de 7 mois contre 9 mois requis)

Le sursis simple : 114

Moins utilisé que le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis simple est d'une durée moyenne de cinq mois. Il s'agit d'un avertissement, d'une sorte « d'épée de Damoclès ». Cette peine d'emprisonnement ne sera pas effectuée si la personne condamnée ne commet pas d'infraction dans un délai de 5 ans. En comparution immédiate, le sursis simple est souvent accompagné d'une sanction financière (amende ou Dommages et Intérêts).

Peines complémentaires :

Les amendes : 77

77 amendes, dont 57 allant de 100 à 800 €, sanctionnent à 92,2 % des atteintes aux personnes et des délits automobiles.

Il est à noter que trois amendes d'un montant important ont été prononcées correspondantes à des affaires de stupéfiants (30.000 à 90.000 €).

Les obligations de soins : 72

Qu'elles soient en complément d'une peine ou l'injonction majeure, l'obligation de soins doit être organisée le plus rapidement possible pour être efficace.

Les 72 obligations de soins mettent en évidence les problèmes psychiatriques, d'alcoolisme, de toxicomanie (15 % des prévenus se trouveraient dans cette situation). Elles se répartissent sur toutes les tranches d'âges (29 concernent des moins de 30 ans, 34 des 31/50 ans, 3 des plus de 51 ans, donnée non renseignée pour les 6 autres) quelle que soit la situation sociale et les infractions commises.

Les obligations de soins sont prononcées principalement à l'encontre d'auteurs de violences contre les personnes : 44 obligations (pour information, le parquet en avait réclamé 26).

24 obligations de soins concernent les auteurs de délits automobiles (contre 13 réclamées).

18 obligations de soins concernent les auteurs d'infractions contre les biens (8 obligations de soins réclamées)

Le nombre d'obligations de soins prononcées dans les dossiers de stupéfiants est relativement réduit (9 obligations). On peut en déduire que les toxicomanes sont peu nombreux parmi les revendeurs ou que les peines de prison sont suffisamment longues pour entreprendre une cure de désintoxication à la maison d'arrêt ?

Une obligation de soin a été prononcée pour un homme condamné pour séjour irrégulier. Il comparaissait également pour conduite en état d'ivresse.

Les dommages et intérêts : 140

C'est un indicateur du préjudice causé : 140 prévenus ont été condamnés à verser des dommages et intérêts à la victime en complément de la sanction (prison ou amende).

Une réparation symbolique avec 1 € a été accordée à cinq victimes dont le préjudice est moral.

Catégories de délits	Atteintes aux biens	Atteintes aux personnes	Délits routiers	Total
% par rapport au total	<i>37 %</i>	<i>53 %</i>	<i>10 %</i>	<i>100 %</i>
Montant moyen	<i>1893 €</i>	<i>1070 €</i>	<i>1540 €</i>	<i>1501 €</i>

L'apparente distorsion entre les montants alloués dans les catégories préjudices aux personnes et aux biens s'explique par la présence de deux condamnations à des dommages et intérêts exceptionnels (autour de 15.000 €).

Le préjudice est évalué à moins de 150 € pour une quinzaine de victimes. Le plus petit préjudice s'élève, outre la réparation d'un euro symbolique, à 31,90 €.

Une tranche de 200 à 900 € concerne une soixantaine de victimes.

Une tranche de 1.000 à 3.000 € concerne 35 victimes.

Une quinzaine de dommages et intérêts sont évalués à plus de 3.000 €.

Deux sommes record : 15.398 et 17.000 €.

Dans quelques dossiers, le préjudice n'a pas pu être évalué immédiatement et les prévenus sont condamnés à verser une provision allant de 200 à 1500 €.

Les relaxes :

8 relaxes totales ont été prononcées :

- 1 pour vol
- 4 pour rébellion contre les forces de l'ordre
- 2 pour outrage contre autorité
- 1 pour dégradation/destruction

On constate que 7 relaxes sur 8 concernent ce qu'on appelle la délinquance urbaine, avec des interpellations et les premiers procès verbaux établis dans la précipitation, sans oublier la difficulté d'identification des auteurs.

C'est dans ces affaires, souvent passionnée et qui mettent en cause l'autorité publique, que la capacité d'appréciation du tribunal est certainement la plus lisible.

En outre, 16 relaxes partielles ont été prononcées.

Les propositions

Que tirer de cette étude ? Que ceux qui comparaissent sont jeunes et, pour la plupart, ont des capacités de réflexion, d'adaptation. En somme que l'avenir leur reste ouvert. Que les audiences de comparutions immédiates se soldent le plus souvent par des peines de prison exécutées tout de suite.

Une orientation déterminante de la procédure donnée par le Parquet

On peut aussi en déduire que l'orientation d'un dossier préalablement choisie par le Parquet est déterminante, dans la spirale arrestation, garde à vue, comparution immédiate, mandat de dépôt. Le moment du procès où en théorie tout doit se jouer relève en pratique peu de surprise

Donner un sens au procès

La mise à l'écart de l'auteur d'un trouble ou de violences peut être nécessaire pour ramener la paix sociale dans un quartier ou dans un environnement familial. C'est la fonction essentielle de la comparution immédiate. Mais comment donner un sens au procès ? Comment faire pour que la personne condamnée se trouve engagée dans « un parcours de mobilisation » qui lui épargnera à l'avenir un nouveau passage devant le tribunal ?

Quelques propositions...

Ces quelques propositions se confondent avec les questions posées durant ces mois d'observation de la 14^{ème} chambre correctionnelle. Elles portent sur ce qui n'est pas suffisamment précisé à l'audience et sur l'après-jugement. Les condamnés ne semblent pas mieux renseignés que les observateurs.

- Avocat commis d'office : un devoir de conseil après le jugement

Que va-t-il se passer pour ces détenus jeunes ou qui ont un casier vierge et qui se retrouvent le soir même en cellule, condamnés à trois ou quatre mois de prison avec un mandat de dépôt ? Comment procéder pour que cette courte peine ne mette pas fin à un emploi ou à un contrat d'apprentissage ? Certains pourraient-ils obtenir une mesure de semi-liberté ? Une fois détenus, dans combien de jours ou de semaines connaîtront-ils le mode d'emploi pour accéder au service de l'application des peines ? Ils devraient en tout cas être prioritaires pour bénéficier d'un bilan de situation physique, mental, culturel, professionnel. Il s'agit là de l'une des propositions contenues dans le rapport du Comité d'Orientation sur la loi pénitentiaire présidée par le Procureur Général Jean-Olivier Viout.

Pourrait-on imaginer que l'avocat commis d'office garde un devoir de conseil après le jugement pour aider à mettre en mouvement un aménagement de la peine ? Et éventuellement, dans quelques rares affaires plus importantes où un point de droit pourrait être discuté, proposer de faire appel ?

- Exécution immédiate des obligations éducatives ou de soins

Ceux qui repartent libres ne semblent pas mieux renseignés sur ce que signifie une condamnation à des mois de sursis avec mise à l'épreuve, et une obligation de soins, de travailler, d'indemniser une victime... Ont-ils compris ce que recouvrent ces obligations ? Le risque encouru s'ils ne les observent pas ? Dans combien de temps seront-ils convoqués pour leur mise en application ? Les voilà repartis dans un temps-mort, comme si rien ne s'était passé... Un temps de tous les dangers ? Pourrait-on imaginer qu'après le prononcé du jugement, ils soient reçus le jour même par un interlocuteur compétent ? D'abord pour un minimum de vérifications : où va dormir celui qui est sans domicile ? Quelle est l'adresse d'un autre qui a interdiction d'approcher la victime qu'il a frappée ? Peut-on imaginer qu'ils sortiraient de cet entretien avec un rendez-vous pour le lendemain, ou les jours à venir, avec un travailleur social, un médiateur familial, dans un centre de soins, un bureau de placements ... On resterait dans l'idée de rapidité. Rapidité de la sanction. Et rapidité des mesures de soins et de réparations.

- Développement des mesures de Travail d'Intérêt Général

500 jugements. 17 TIG prononcés... Il y a quelques décennies, les juges de l'application des peines étaient à Lyon des pionniers dans ce domaine. Sur le long terme, le développement de ces alternatives à la prison exige des moyens, de l'énergie, une volonté politique... Mais il existe à Lyon une tradition judiciaire et associative connue pour des initiatives pilotes (mise en place des premiers TIG, soins dans les prisons, médiations pénales en maison de justice, aides aux victimes...) visant à faciliter la réinsertion, la réparation. Cela ne vaut-il pas la peine d'essayer ? Nous rappelons les conclusions du rapport du Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits sur les prisons qui imaginaient en 2006 que la ville de Lyon pourrait devenir « **un pôle d'excellence dans le domaine de l'utilisation des peines alternatives** ».

- Les conditions d'un procès public

Les observateurs ont souvent éprouvé des difficultés à suivre les débats : les micros ne sont pas toujours branchés ou sont tournés en direction du sol. Les quelques propos prononcés par les prévenus sont carrément inaudibles. Parfois, les avocats plaident à voix basse près du tribunal, dos au public. Cette absence d'audibilité est soulignée même par les plus jeunes observateurs. Ce ne sont pas des remarques mineures. Dans la salle, des lycéens viennent découvrir le fonctionnement de la justice, les familles cherchent à comprendre ce qui est reproché à l'un des leurs, que dit le procureur ? que dit l'avocat ?

Dans le même ordre d'idée, il est noté que les détenus étrangers n'ont pas toujours accès à l'intégralité du débat. L'interprète est appelé pour traduire les questions du président, les réponses du prévenu, puis le jugement. Mais le réquisitoire et la plaidoirie, qui apportent des éléments indispensables pour comprendre le sens du procès et de la sanction, ne sont pas traduits. C'est le droit au procès équitable qui est en jeu.

Sur ces points, il devrait être facile d'apporter des améliorations pour que ce temps du procès devienne vraiment public.

Il est enfin évident que ces observations prendront de l'intérêt et du poids si elles se prolongent sur plusieurs années.

LEXIQUE

Comparution Immédiate	Procédure rapide destinée à juger un délit lorsque les charges réunies sont suffisantes.
Garde à vue	Maintien dans les locaux de police, à l'initiative et sous le contrôle des policiers, de l'auteur présumé d'une infraction pendant 24 heures au maximum, éventuellement 48 heures après accord du parquet.
Jours amende	Sanction pécuniaire qui peut être prononcée pour tous les délits punis d'emprisonnement. Il s'agit d'une peine alternative différente de l'amende traditionnelle.
Mandat de dépôt	Ordre donné par le juge au chef de l'établissement pénitentiaire de recevoir ou de détenir une personne condamnée ou mise en examen.
Parquet	Ensemble des magistrats qui exercent les fonctions du ministère public, sous la responsabilité du procureur.
Partie civile	Personne (ou association) victime d'une infraction qui a fait la démarche auprès des instances judiciaires pour être entendue au procès et réclamer réparation.
Plaidoirie	Intervention orale de l'avocat rassemblant lors du procès tous les éléments qu'il estime nécessaire pour la défense d'un prévenu.
Récidive légale	Etat d'une personne déjà condamnée qui commet selon certaines conditions et dans un certain délai une nouvelle infraction pouvant entraîner le prononcé d'une peine plus lourde que celle normalement prévue.
Relaxe	Décision du Tribunal qui juge que le fait poursuivi ne constitue pas une infraction ou que le fait n'est pas établi, ou qu'il ne peut pas être imputé à la personne poursuivie.
Réquisitoire	Document écrit ou intervention orale du procureur pendant le procès qui définit l'infraction et la sanction
Sursis mise à l'épreuve (SME)	Suivi social et médical du condamné pendant une période allant de 18 mois à trois ans, avec des obligations à respecter : dédommagement de la victime et (ou) interdiction de la rencontrer, obligation d'entreprendre une formation professionnelle ou de chercher du travail, obligation d'entreprendre des soins médicaux.
Sursis simple	La peine prononcée avec sursis (emprisonnement ou amende) constitue d'abord un avertissement et ne sera pas effectuée si la personne condamnée ne commet pas une nouvelle infraction dans un délai de cinq ans.

Jugement Immédiat

Audience du _____

Début de l'affaire : _____ h _____

Nom de l'observateur

Si connus, noms du : Président : _____ --- Procureur ou substitut : _____

Affaire concernant plusieurs prévenus : ☐ oui ☐ non --- Si oui, combien

Prévenu

☐ H☐ F

Age ou année de naissance : _____

☐ NP (non précisé)

Le prévenu comparaît :

☐ libre☐ détenu☐ détenu absent☐ semi-liberté

Nationalité du prévenu :

☐ Française☐ Union Européenne☐ Etrangère hors Union Européenne☐ NP

Date des faits reprochés : **Délit(s) reproché(s) :**

☐ dégradation/destruction ☐ outrages / ☐ rébellion (contre les forces de l'ordre)☐ séjour irrégulier ☐ stupéfiants ☐ détention d'une arme☐ violences :☐ violences conjugales☐ violences sur policiers☐ violences sur mineurs☐ délinquance routière :☐ conduite en état d'ivresse☐ conduite sans permis☐ conduite sans assurance☐ non respect code de la route☐ refus d'obtempérer☐ autres, précisez _____☐ vol☐ tentative de vol☐ vol avec violences☐ vol en réunion☐ vol aggravé☐ recel☐ autres, précisez :

Casier judiciaire :

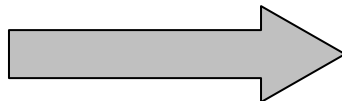
☐ Vierge☐ Déjà condamné (si oui, nombre _____)☐ Récidive légale☐ NP

Situation du prévenu :

Sociale :☐ salarié☐ chômeur☐ sans ressource☐ intérim☐ RMI☐ sans papier☐ NP☐ étudiant☐ travailleur au noir☐ Retraité☐ autres, précisez _____***Familiale :***☐ célibataire☐ marié☐ divorcé☐ séparé☐ vivant en couple☐ NP

Enfants :

☐ oui☐ non☐ NP

Domicile : ☐ oui☐ non☐ foyer☐ NP

Y a-t-il une victime ? : ☐ oui ☐ non ☐ NP

Si oui, la victime est-elle :

☐ présente ☐ absente ☐ représentée par un avocat ☐ partie civile ☐ NP

Temps consacré au dossier	Présentation de l'affaire :	mn
	Interrogatoire effectif du prévenu :	mn
Plaidoirie de la partie civile (éventuellement) : <i>Demande formulée</i> :		mn
Réquisitoire du Procureur : <i>Demande formulée</i> :		mn
² Plaidoirie de la défense : <i>Demande formulée</i> :		mn
TEMPS TOTAL CONSACRE A L'AFFAIRE		mn

Affaire ayant fait l'objet d'un précédent renvoi : ☐ oui ☐ non ☐ NP

Attitude du Tribunal : ☐ Attentive ☐ Distante ☐ Autre _____

Décision ou peine prononcée : _____

Peine d'emprisonnement :

☐ Prison ferme (combien : _____) ☐ Sursis avec mise à l'épreuve (combien : _____)

☐ Sursis simple (combien : _____)

☐ semi-liberté

☐ Mandat de dépôt ☐ Sans Mandat de dépôt ☐ Maintien en détention

Condamnation pécuniaire :

☐ Dommages et intérêts (_____ €) ☐ Somme au titre de l'art. 475-1 (_____ €)

☐ Amende (_____ €) ☐ jours amende (_____ jours x _____ €) ☐ confiscation des biens

Autre(s) peine(s) :

☐ TIG (combien : _____ heures) ☐ Interdiction du territoire (durée = _____)

☐ Obligation de soins (durée = _____) ☐ Obligation de travail (durée = _____)

☐ annulation permis de conduire, durée = _____ ☐ suspension permis de conduire, durée = _____

☐ relaxe : ☐ relaxe totale ☐ relaxe partielle ☐ Privation de droits, précisez : _____

☐ autre, précisez :

Présence d'un interprète : ☐ oui ☐ non ☐ NP

Avocat commis d'office : ☐ oui ☐ non ☐ NP

Autres remarques : _____